

Vivre, étudier, travailler : les (dés)équilibres de la vie étudiante

Bernard Fusulier* et Paul Lodewick**

* Professeur de sociologie, UCLouvain/IACCHOS/GIRSEF & CIRFASE

** Sociologue, Centre de Ressources pour le Social (CeRSO), Haute École Louvain en Hainaut (HELHa)

La massification de l'enseignement supérieur et universitaire, amorcée depuis plusieurs décennies, redéfinit profondément les conditions de vie étudiantes et les attentes qui pèsent sur les jeunes en formation. Dans ce contexte, le travail étudiant constitue l'un des phénomènes les plus structurants de l'expérience universitaire contemporaine. Comme plusieurs articles de ce numéro le démontrent, loin d'être marginal ou conjoncturel, il tend à s'intensifier, tant en volume qu'en durée, et s'étend désormais sur l'ensemble de l'année académique. Cette progression s'inscrit dans une transformation plus large des rapports entre formation et travail, où les frontières traditionnelles se brouillent et où l'étudiant-e est amené-e à endosser simultanément les rôles d'apprenant-e et de travailleur-euse « flexible ». Cela tout en menant une vie étudiante caractérisée par de multiples autres engagements (sociaux, culturels, familiaux, sportifs, politiques, etc.) pouvant conduire à des arbitrages complexes (voir Rosania *et al.*; Tenret *et al.*).

Certes, l'augmentation du coût des études, la précarisation de nombreuses familles, l'insuffisance relative des dispositifs d'aide publique (voir notamment Ghamsi & Fleury), ou encore les restrictions administratives qui frappent particulièrement les étudiant-es internationaux – spécifiquement des régions du Sud (voir Ndiaye) –, rendent le travail étudiant indispensable pour un nombre croissant de jeunes. Évidemment, pour les employeurs la main-d'œuvre étudiante est bien accueillie, car elle est malléable, temporaire et peu coûteuse. Les statuts atypiques (e.g. job étudiant, auto ou microentrepreneur), et les horaires irréguliers, parfois légitimés par leur caractère « étudiant », correspondent pleinement à un marché de l'emploi qui repose sur la

flexibilisation (voir Igamane & El Khomssi pour le Maroc; Paume pour la Belgique; Tenret *et al.* pour la France). Dans cette perspective, le travail étudiant devient une modalité d'ajustement structurel: les étudiant·es absorbent une partie des incertitudes économiques, s'adaptent aux aléas des horaires et internalisent la responsabilité de concilier activité professionnelle et réussite académique. Il répond également à une injonction culturelle à l'autonomie individuelle, à la responsabilisation, à la professionnalisation précoce et à la mise en concurrence des trajectoires. Ce faisant il dessine la figure d'un·e étudiant·e idéal·e: autonome financièrement, mobile, capable de convertir chaque activité, y compris salariale, en investissement dans son « capital humain ». Il est dès lors difficile de ne pas y voir l'effet d'une idéologie néolibérale où la logique du marché doit être au cœur de la vie sociale, dans une perspective productiviste et consumériste.

Toutefois, la logique économique ne suffit pas à rendre compte de cette évolution qui participe, selon nous, à une transformation plus profonde de notre société moderne: les espaces-temps se mélangent; l'emploi se dérégule et perd même de sa centralité dans les identifications sociales; l'âge ne fixe plus une fonction exclusive (prioritairement l'éducation pour la jeunesse, le travail pour les adultes, le repos pour les retraité·es); et l'affectation des tâches et des rôles selon le genre est devenue illégitime. Ces changements s'accompagnent culturellement d'une quête de l'épanouissement personnel et de la reconnaissance d'une pluralité de styles de vie. À chacun d'être le forgeron de son existence et de définir sa vie bonne, en quelque sorte, en lien avec une individualisation et une individuation croissantes. Nous assistons ainsi au développement d'une conception polycentrée de l'existence. Où il s'agit de pouvoir concilier plusieurs engagements (études – y compris pour les adultes; travail rémunéré – y compris pour les étudiant·es; famille; amis; loisirs, etc.) à différents moments de la vie et sans sacrifier l'un pour l'autre. Autrement dit, nous sortons du modèle « Ou Ou » pour investir un modèle « Et Et ». Par conséquent, être étudiant·e à temps plein ne signifie plus être entièrement disponible pour ses études, mais suppose de pouvoir les combiner avec d'autres rôles et engagements: par exemple, être étudiant·e, impliqué·e dans un mouvement de jeunesse, ayant un job, faisant du sport et participant aux activités familiales.

Nous pouvons là percevoir une reconfiguration du « régime d'activité » qui nous fait entrer dans une société davantage multiactive, où il s'agit pour chacun·e, selon les phases de son parcours de vie, de définir et de permettre la combinaison de différents engagements (et donc

d'activités) autant que possible librement choisis. Autrement dit, la perspective de se dédier à une seule activité perd de son attractivité et aussi de sa légitimité. Comme être mère ou père au foyer se consacrant à ses enfants et à sa famille, être un *salaryman* (référence au travailleur japonais) absorbé par son travail professionnel, être un étudiant qui ne fait qu'étudier, etc. Le mot clé devient ainsi « conciliation » : concilier sa vie familiale avec sa vie professionnelle; concilier sa vie d'étudiant-e avec une activité rémunérée et d'autres engagements; concilier sa retraite avec le maintien d'une activité professionnelle choisie...

Ces normes sociales et institutionnelles contribuent à légitimer, voire à naturaliser, le recours massif au travail étudiant. Travailler pendant ses études n'apparaît plus uniquement comme un impératif, mais comme l'expression d'un comportement tourné vers la réalisation de soi et l'employabilité. Même les étudiant-es qui ne travaillent pas peuvent ressentir une forme de culpabilité ou de honte, tant l'ethos étudiant conçoit dorénavant le travail rémunéré comme « juste », « normal » et « désirable » (voir Fusulier *et al.*).

Toutefois, ce phénomène n'affecte pas tous les publics de la même manière. Le travail rémunéré des étudiant-es peut être un facteur d'émancipation en même temps qu'il révèle les inégalités préexistantes. Les étudiant-es issues de milieux socioéconomiquement modestes ou précaires sont les plus susceptibles de travailler dans des conditions plus intenses et plus contraignantes, au prix d'un risque accru de fatigue, d'échec et de marginalisation (voir Fusulier *et al.*; Lodewick; Paume). De même, les étudiant-es provenant de l'étranger (voir Ghamsi & Fleury; Ndiaye; Paume) se retrouvent fréquemment relégué-es dans les secteurs les plus précaires et les moins protégés du marché de l'emploi, là où les logiques de segmentation et de différenciation de la main-d'œuvre s'expriment avec le plus de force. Les écarts liés au genre ajoutent une dimension supplémentaire (voir Lodewick), dans la mesure où les étudiantes cumulent souvent des vulnérabilités économiques, sociales et professionnelles qui reflètent la division sexuée du travail productif et reproductif, ainsi que les hiérarchies structurelles du marché de l'emploi.

Les effets du travail étudiant sont d'ailleurs fortement différenciés selon l'origine sociale (voir Fusulier *et al.*; Lodewick; Paume; Rosania *et al.*; Tenret *et al.*). Pour celles et ceux disposant déjà de ressources économiques, culturelles ou relationnelles, l'emploi peut représenter un levier de socialisation professionnelle et d'accomplissement de projets personnels (financer des voyages et des loisirs notamment). La situation de l'animation volontaire, en particulier pratiquée en colonies

de vacances, à mi-chemin entre le travail rémunéré et le volontariat, montre que cette activité saisonnière représente une source d'épanouissement et un débouché traditionnel pour les étudiant-es plutôt issu-es de la classe moyenne supérieure (voir Le Pape). Dans cette modalité, même si les conditions de rémunération ont évolué favorablement, la rétribution reste faible, et la première motivation chez celles et ceux qui s'y engagent n'est donc pas d'abord financière. Il n'en demeure pas moins que pour beaucoup d'autres, l'emploi étudiant représente une contrainte majeure pour subvenir à leurs besoins matériels. Elle se traduit par une diminution du temps consacré aux études, un sentiment de perte de contrôle, un stress chronique ou des renoncements dans la vie sociale et culturelle (voir Paume). Dans une perspective critique, ces effets ne doivent pas être interprétés comme des manquements individuels, mais comme les conséquences d'un système qui transfère vers les étudiant-es le coût de son propre fonctionnement : coût financier, coût temporel, coût psychique.

Pour résumer, le travail étudiant, devenu une pratique largement répandue, s'inscrit au croisement de contraintes économiques, d'injonctions institutionnelles et d'aspirations culturelles qui valorisent l'autonomie, la performance, l'employabilité et la pluralité des engagements. Les articles de ce numéro des *Politiques Sociales* soulignent que cette évolution ne touche toutefois pas les étudiant-es de manière uniforme. Elle renforce en effet les inégalités sociales en affectant plus fortement les publics les plus vulnérables, qu'il s'agisse des étudiant-es provenant de milieux populaires, des femmes (bien que l'article portant sur le Québec souligne une évolution positive – voir Ghdamsi & Fleury), ou des étudiant-es internationaux confrontés à des réglementations lourdes. Comprendre le travail étudiant suppose dès lors de dépasser les lectures centrées sur les capacités individuelles à « bien gérer son temps » ou à « concilier » études et emploi. Comme l'indiquent Tenret *et al.* pour la France et Igamane & El Khomssi pour le Maroc, les bénéfices effectifs retirés des nouveaux intermédiaires numériques d'emploi et de travail sont largement liés à la distribution inégale des capitaux sociaux, culturels et économiques des étudiant-es concerné-es. De leur côté, Rosania *et al.* démontrent finement la manière dont les étudiant-es bien dotés en capitaux disposent de marges de manœuvre plus importantes que les plus précaires lorsqu'il s'agit d'arbitrer entre différentes sphères d'activités. Face à ces constats, la construction d'alternatives plus inclusives implique *a minima* de renforcer les dispositifs publics permettant de sécuriser matériellement la vie étudiante, de

réfléchir à l'organisation de l'enseignement supérieur, mais aussi de réguler le marché du travail étudiant.

En définitive, le travail étudiant constitue un analyseur privilégié des tensions qui traversent l'enseignement supérieur et notre société en général. Il nous invite à réinterroger collectivement les conditions dans lesquelles les jeunes accèdent au savoir. Cette question est éminemment politique. Faut-il protéger le temps d'étude comme moment spécifique de production d'un bien commun? S'agit-il d'assouplir les cursus académiques pour intégrer des formes alternantes de formation-emploi? Doit-on développer les dispositifs d'aide sociale et les droits individualisés qui renforcent l'autonomie des jeunes, indépendamment des ressources parentales?

Si les articles de ce numéro n'ont pas pour vocation d'apporter des réponses clé sur porte, ils alimentent indéniablement une nécessaire réflexivité de la société sur les responsabilités institutionnelles et les leviers d'action pour éviter les déséquilibres de la vie étudiante.